

Le 10 Mai :



Crise sociale : les agents font de la solidarité Crise interne : la DGFIP touche le fond La mission entravée, les agents méprisés.

Le sacro-saint dogme budgétaire responsable depuis tant d'années de milliers de suppressions d'emplois, entraîne des regroupement mais également des suppressions de missions, comme c'est le cas dans les PCR, les SIP, les SIE... La chaîne de travail CF s'en trouve encore une fois très largement détériorée.

La crise sanitaire gérée à la semaine par la DGFIP a démontré, s'il en était besoin, l'extrême fragilité d'une administration privée de moyens humains, matériels :

- **Le fonds de solidarité et la surcharge de travail** engendrée en témoignent.
- **Le bricolage et la précipitation**, direction par direction, pour répondre à la commande politique, ici les BDV, les SIE, là les DIRCOFI, les CDC, ailleurs les PCE... **mais pour tous des objectifs maintenus : donc des agents en première ligne, dans l'en même temps et bien seuls au combat.**
- **Les outils informatiques dont les bugs font le buzz.**
- **La loi ESSOC et sa cohorte de déclinaisons**, dont la dernière : l'examen de conformité, qui déprécie la mission de contrôle et les agents en charge de celle-ci, **la primauté des listes MRV** qui enfonce la programmation plus qu'elle ne la sert, **la création de**

Pôles Nationaux de Contrôle à Distance qui constitue un premier pas d'effilochage de la mission CF (cf par exemple la création des Centres De Contact particuliers et professionnels qui vident les SIE et les SIP d'une partie de leurs missions, etc).

- **Une autre approche du contrôle : moins cher, plus rapide** : une concentration au détriment du maillage territorial, plus de CSP, plus de vérifications du bureau, plus d'examens de comptabilité, et moins de terrain, un recouvrement assuré, la chasse aux AFR. Le tout avec moins de monde.
- **Une mission déboussolée** sans moyens suffisants, face à des inégalités qui s'accroissent, ressentie sans ambition réelle de lutte contre la fraude mais plutôt un choix assumé d'un contrôle fiscal de régularisation.
- **L'absence de toute reconnaissance** en termes pécuniaire et de carrière.

Le 10 mai : en grève à tous les étages Le 10 mai : plus qu'un ras-le-bol : des exigences TOUS ET TOUTES GRÉVISTES LE 10 MAI !